



Moins 440 emplois pour faire réussir nos élèves, sérieusement ?

« L'école, c'est du sérieux » affirmait il y a quelques jours Jean-Michel Blanquer sur les ondes d'une matinale radio. Le comité technique ministériel du jour consacré à la préparation de la prochaine rentrée va montrer une fois de plus le gouffre entre les paroles et les actes du Ministre. Les collèges et les lycées publics vont connaître 440 suppressions d'emplois d'enseignants ! Sur l'ensemble du quinquennat, le second degré aura perdu 7900 emplois, soit l'équivalent de 175 collèges rayés de la carte. Le bilan est lourd aussi dans la voie professionnelle : 1250 destructions d'emploi en 4 ans. La confirmation que les conditions de travail des personnels et de scolarisation des élèves dans les collèges et les lycées ne sont pas la priorité de ce ministre. On notera d'ailleurs que le SNU a bénéficié de plus d'attention avec la création de 80 emplois de chefs de projet SNU. Le message politique a au moins le mérite de la clarté à défaut de l'ambition éducative et pédagogique.

L'affichage de l'apport des moyens d'enseignement liés à la réforme de la formation avec le passage à temps plein d'une grande partie des fonctionnaires stagiaires est insupportable et obère l'avenir. Se féliciter de la dégradation des conditions d'entrée dans le métier dans un contexte de crise d'attractivité, sérieusement ?

La création de 300 emplois de CPE sont bienvenues mais elles demeurent largement insuffisantes pour répondre aux besoins et aux enjeux éducatifs des années à venir.

A la fin de ce quinquennat, les effets de la politique éducative menée au pas de charge, dans une forme de gouvernance ministérielle très verticale, voire brutale, se font durement sentir : dégradation des conditions d'exercices des différents métiers de l'éducation, détérioration des conditions d'apprentissages, réformes dont certaines ont aggravé les inégalités entre les élèves... Dans ces conditions, supprimer encore des emplois relèvent d'une forme de provocation qui restera comme un des marqueurs de cette mandature.

Le SNES-FSU, le SNEP-FSU, le SNUEP-FSU réaffirment leur exigence d'un plan pluriannuel de création massive d'emplois dans tous les métiers de l'éducation. La FSU demande que sans attendre un collectif budgétaire soit envisagé pour rétablir des conditions de rentrée dignes en 2022.

A Paris, le 15 décembre 2021